

Puissances accepteraient la responsabilité du reculement de nos frontières et nous promettaient leur appui si nous étions attaqués injustement. La grossière campagne allemande s'est continuée.

Au moment où M. Chamberlain était à Godesberg mon Gouvernement reçut le message suivant des représentants de Sa Majesté et de la France, à Prague: "D'accord avec le gouvernement français nous avons décidé d'informer le gouvernement de la Tchécoslovaquie que les gouvernements anglais et français ne peuvent plus prendre la responsabilité de lui conseiller de ne pas mobiliser ses troupes."

Mon nouveau Gouvernement, dirigé par le général Syrový, déclare qu'il assume l'entière responsabilité de la décision prise par son prédécesseur en acceptant les conditions rigoureuses du soi-disant plan anglo-français.

Hier, au retour de M. Chamberlain de Godesberg, le ministre de Sa Majesté à Prague a remis une nouvelle proposition à mon Gouvernement l'informant en outre que le gouvernement de Sa Majesté n'agissait qu'à titre d'intermédiaire et qu'il ne conseillait ni ne pressait mon Gouvernement d'aucune façon. M. Krofta, en recevant cette proposition des mains du ministre de Sa Majesté à Prague, lui donna l'assurance que le gouvernement de la Tchécoslovaquie l'étudierait dans le même esprit de coopération dont il avait fait preuve à l'égard de la Grande-Bretagne et de la France jusqu'à présent.

Mon Gouvernement a maintenant étudié le document et la carte en question. C'est un véritable ultimatum, comme on en présente d'ordinaire à une nation vaincue, et non pas une proposition faite à un Etat souverain qui s'est montré disposé à consentir les plus grands sacrifices pour l'apaisement de l'Europe. Le gouvernement de M. Hitler n'a pas encore manifesté la moindre disposition à faire de pareils sacrifices.

La teneur de ce mémorandum a confondu mon Gouvernement. Les propositions dépassent de beaucoup les concessions que nous avons faites en vertu du soi-disant plan anglo-français. Elles nous enlèvent tous les moyens de sauvegarder notre existence nationale. Nous devons céder une grande partie des moyens de défense que nous avons élaborés avec le plus grand soin, et nous laisserons pénétrer les armées allemandes fort loin dans notre territoire avant que nous ayons eu le temps de nous organiser sur la nouvelle base ou de faire des préparatifs de défense. L'acceptation du plan de M. Hitler entraînerait automatiquement la fin de notre indépendance nationale et économique. Le déplacement de la population se résumerait à une fuite affolée de ceux qui n'accepteront pas le régime nazi de l'Allemagne. Ils devront quitter leurs foyers sans pouvoir apporter leurs effets personnels ou mêmes leurs vaches, dans le cas des paysans.

Mon Gouvernement me charge de déclarer solennellement qu'il ne peut absolument et d'aucune façon accepter les demandes de M. Hitler, sous leur forme actuelle. A ces nouvelles exigences cruelles mon Gou-